

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 69 - VENDREDI 14 MAI 2010

## LE MERLE MOQUEUR

La réalisation d'un islam modérant sa pureté semble aujourd'hui plus probable que celle d'un catholicisme modérant ses impuretés.

## AGENDA MILITANT

- **15 mai**  
Ile-de-France [La Naqba, on n'oublie pas](#)
- Ile-de-France [Journée politico-festive de l'appel et la pioche](#)
- **19 mai**  
Haute-Savoie [Quel Service Public voulons-nous?](#)
- **20 mai**  
Ile-de-France [Tribunal Russell : soirée de soutien](#)
- **22-23 mai**  
Arcachon [14<sup>e</sup> Rencontre Coordination Hôpital/Santé](#)
- **27 mai**  
[Journée nationale d'action intersyndicale](#)
- **29 mai**  
Lyon [Le fichage en psychiatrie](#)
- **31 mai**  
Ile-de-France [Une société sans art et sans culture?](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

- **Communisme**  
[Au cœur des urgences, oui, mais comment ?](#)
- **A lire**  
[Christian Maurel, Education populaire et puissance d'agir](#)

## Le triomphe de Sarkozy et Strauss-Kahn

C'est la grande offensive. Après la menace des agences de notation voici le temps des grandes décisions de la Commission européenne : les budgets des États seront soumis à un contrôle a priori et les déficits publics au-delà des 3 % seront lourdement sanctionnés.

Qui a donc pu croire que les centaines de milliards mobilisés et aussitôt volatilisés l'an passé traduisaient un retournement idéologique, annonçaient le retour de l'État et une nouvelle approche néo-keynésienne ? Trompe l'œil total. On a « sauvé les meubles » et désormais on fait payer l'addition, non pas aux spéculateurs mais aux peuples.

On assiste à un immense transfert de la dette privée vers le public. Les États paient pour les obligations pourries des banques. Les Grecs vont payer pour de lourds déficits publics creusés en faveur de l'achat d'armes à la France et l'Allemagne. Et cela, la commission et les États le savaient.

Ce qu'Attac nomme « la contre révolution fiscale » est en passe de franchir un nouveau palier : dépenses publiques et dépenses sociales sont sévèrement menacées. En France, on annonce déjà des réductions drastiques sur les mesures sociales les plus essentielles, du RAS à l'aide au logement, en passant par l'allocation adulte handicapé ! Comme partout le statut salarié est attaqué pour casser les protections sociales qui lui sont attachées : des centaines de milliers de personnes au chômage ont dû adopter le statut d'auto-entrepreneur. La retraite est dans la ligne de mire pour, d'une façon ou une autre, réduire substantiellement le montant des pensions.

Si rien n'arrête le train en marche, la répartition des richesses va connaître un nouveau déséquilibre en défaveur des salariés. D'une façon insupportable.

Cette politique est une folie : elle alimente sans crainte le cercle délétère de la spéculation. « Spéculez, vous êtes couverts ! », annoncent les Européens aux banques, aux ultra-riches. Les créanciers ne cessent ainsi de voir leur poids économique et politique se conforter. Ils imposent donc leur loi et refusent de voir repartir l'inflation qui laminerait leur trésor. Leur triomphe est celle du couple Sarkozy-Strauss-Kahn.

Une autre politique suppose d'abord du courage, de la détermination et un rapport de force politique pour casser cette logique. C'est ce qui manque aux sociaux-démocrates qui partout acceptent les exigences des plus forts. Zapatero vient de le démontrer avec son plan d'une « rigueur » suffocante.

Il faut faire payer les riches, refuser cette règle sans raison de limitation des dépenses publiques à 3 %. Il faut récuser la politique de l'Euro fort et la priorité de la lutte contre l'inflation.

Une autre politique ne peut non plus laisser dans l'angle mort de la critique des dépenses publiques. Les Grecs en savent quelque chose. Mais nous aussi. Au-delà de l'exigence en faveur du social, il faut discuter les choix d'investissement qui aujourd'hui sont frappés du sceau de cette même logique hyper compétitive, inculte et antisociale. On rêve de faire une City à la Défense ; la culture doit sauver la Lorraine ; les collectivités locales perdraient leur capacité d'initiative et d'invention.

Une autre logique doit s'imposer pour toutes les raisons : écologiques, sociales, culturelles, économiques.

● ALEXANDRINE LAPIERRE

# Chômeurs et précaires en lutte

**Les différents mouvements de chômeurs puis de chômeurs et de précaires ont connu plus ou moins de continuité. Ils ont aussi plus ou moins divergé dans les modalités d'organisation et de lutte, sur les revendications : des actions pour le droit à l'emploi et au plein emploi, au refus du «flicage», des radiations, de l'employabilité à tout prix. La montée du chômage et l'explosion de la précarité en frappant des couches nouvelles ont contribué à un renouvellement des formes d'action, avec une mobilisation de catégories plus jeunes. Longtemps circonscrites à la réponse, la résistance aux pressions patronales et aux mesures gouvernementales, les luttes pointent de plus en plus la nécessité d'une transformation de la société, des modes et finalités du travail, du pouvoir de décision et de maîtrise individuelle et collective de la vie. Un panorama de l'évolution de ces mouvements et deux documents de collectifs.**

## Recomposition du mouvement des chômeurs

### Reconfiguration des mouvements : du chômage aux précarités

**Dans les années 1990 avec la montée du chômage, sont apparus des mouvements de chômeurs, essentiellement contre le chômage et la précarité, et pour le droit à l'emploi :** AC !, créé en 1993, apparu sur la scène publique en organisant en mai 1994 des Marches convergeant de toute la France vers Paris ; le MNCP, issu du mouvement des chômeurs lancé par Maurice Pagat, et l'APEIS, au départ soutenue par des municipalités communistes. Le grand mouvement des chômeurs a démarré lorsqu'à la suite de la suppression des fonds sociaux des Assedic à l'automne 1997, des chômeurs se sont mis à occuper durablement des antennes Assedic dans toute la France. Ces actions ont donné une légitimité au mouvement et ont abouti à une certaine prise en compte par la loi contre l'exclusion de l'été 1998. Mais le gouvernement Jospin a fermement rejeté la revendication de droit à un revenu, la dénonçant comme le propre d'une société d'assistance. Quant à la

revendication de forte réduction du temps de travail, elle a reçu un coup durable par la manière dont elle a été mise en œuvre par les lois Aubry.

Durant ces années là s'est construite la cause des chômeurs, avec la double revendication du droit à l'emploi ou sinon à un revenu. On sortait du plein emploi et le droit à l'emploi était important. Mais déjà, AC ! se fissurait sur cette question, entre les syndicalistes, et les « négristes » du collectif CARGO opposés à la revendication de l'emploi et attachés au seul droit au revenu (1).

**Pourtant, dès le début des années 2000, des luttes de salariés précaires, dans le commerce et la restauration rapide notamment, éclataient et mettaient sur le devant de la scène une autre caractéristique des années 1990-2000 : l'explosion de la précarité, qui touchait massivement les jeunes, et qui représentait désormais entre deux-tiers et trois-quarts des embauches. Peu à peu, une nouvelle cause allait se construire, celle de la précarité.**

Avec la parution en décembre 2000 d'un opuscule « Précarité, le point de vue du mouvement social (2) », puis celle du Que Sais-je « La précarité », de Patrick Cingolani, la publication par Abdel Mabrouki de « Génération précaire » (3), la grève d'un mois du Pizza Hut Opéra en février 2001, la création du réseau Stop Précarité, des manifestations sont organisées, notamment en février 2002 sur les Champs-Élysées, rebaptisées pour l'occasion « Avenue de la Précarité », par des salariés en grève de la FNAC, de Mc Do, et leurs soutiens. Il peut sembler alors qu'émerge une « conscience de classe de précaire ».

D'autres segments de salariés précaires entrent en lutte également. C'est d'abord, en 2003, le cas des intermittents du spectacle, qui mènent une lutte extrêmement longue et déterminée contre la dégradation de leurs conditions d'indemnisation, et élaborent un « nouveau régime d'indemnisation », reposant sur le principe « un jour travaillé = un jour indemnisé » (4).

En 2003, ce sont les bac +5 employés gratuitement et répétitivement comme ●●●

(1) Cf. l'analyse d'Evelyne PERRIN, *Chômeurs et précaires au cœur de la question sociale*, Paris, La Dispute, 2004.

(2) Evelyne PERRIN (coord.), AC!, APEIS, MNCP, Précarité, point de vue du mouvement social, Paris Syllepse, 2000.

(3) Abdel MABROUKI, *Génération précaire*, Paris, Le Cherche Midi, 2004.

(4) Pascal NICOLAS-LE-STRAT, *L'expérience de l'intermittence*, Paris, L'Harmattan, 2005.

●●● stagiaires qui créent « Génération Précaire », pour demander la réglementation et la rémunération des stages. Toute une génération de diplômés se reconnaît en eux, de gauche comme de droite. Un livre, « Sois stage et tais-toi ! » résume leur lutte. Plusieurs d'entre eux créent ensuite un nouveau mouvement, « Jeudi Noir », pour protester contre la cherté des logements pour les jeunes, et l'absence de logements étudiants. Leur méthode est l'action coup de poing médiatisée et la réquisition de logements ou bureaux vides. Avec MACQ et le DAL, ils ouvrent un grand immeuble place de la Bourse, qu'ils dénomment le Ministère de la Crise du Logement.

Ainsi ce sont des segments des nouvelles générations précaires qui se mettent en mouvement contre les différentes facettes de la précarité, de l'emploi, du logement, dans une condition commune qui est l'absence ou l'incertitude de l'avenir, l'allongement du temps nécessaire pour trouver un emploi stable ou une certaine sécurité. A cela il faudrait ajouter les luttes sans précédent des plus précaires des précaires, les sans-papiers, en 2008 et 2009 pour obtenir leur régularisation après des années de travail au noir.

Au fil de cette décennie 2000, il y a donc une succession de mises en mouvement et de dénonciations de la précarité, **et c'est la cause des précaires qui vient au devant de la scène, portée par des acteurs jeunes, médiatiques, innovants, expression du malaise de toute une génération** qui sait qu'elle vivra moins bien que ses parents.

**La rencontre de trois réseaux : métissage de cultures et identités militantes**

En 2005, est créé le Collectif Droits Nouveaux, par AC !, l'APEIS, le MNCP et Solidaires, qui va examiner les revendications de statut du salarié de la CGT, de la CFTC, de Solidaires – les autres confédérations déclinant l'invitation – et le nouveau régime

**LE COLLECTIF RENNAIS DU 3 MAI**

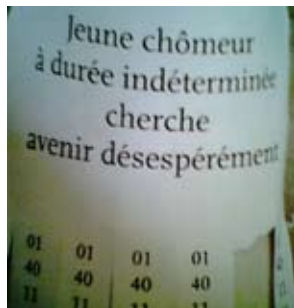
**Le mouvement des chômeurs et précaires en lutte (MCPL) d'Ille-et-Vilaine a invité à la création d'un collectif unitaire. Ont participé à cette rencontre AC!, MCPL, les objecteurs de croissance, la FASE, la CNT, SUD Etudiant, Alternative libertaire, et des personnes à titre individuel. Un extrait du compte-rendu de cette réunion dans lequel sont reprises les «trois raisons indissociables pour se constituer, trois exigences»**

- 1) Favoriser l'émergence d'un mouvement politique à la base de chômeurs et précaires à l'heure où la désaffection à l'égard des formes traditionnelles de la politique (électorale, représentative) ne cesse de s'amplifier, et où les chômeurs et précaires ne disposent pas des outils organisationnels pour avoir voix au chapitre;
- 2) Favoriser l'émergence et la coordination des pratiques de résistance envers les institutions, d'action directe et de réquisition pour subvenir aux besoins insatisfaits des classes populaires,
- 3) Favoriser la liaison entre des terrains de lutte (par ex: terrain syndical du travail salarié, terrain du chômage et de la précarité, terrain de l'immigration, terrain de l'écologie...) en inventant des formes d'action susceptibles d'opérer une transversalité politique de ces problématiques, que seule la division du travail militant sépare, mais qui sont intimement liées en réalité, dans les conditions de vie des chômeurs, des précaires, des salariés. Favoriser au sein du mouvement la liaison entre des milieux hétérogènes (étudiants / salariés; classes populaires/classes moyennes...)

d'indemnisation de la Coordination des Intermittents et Précaires d'Ile de France. Une plate-forme unitaire pour une garantie de revenu (égal ou proche du SMIC) et la continuité des droits sociaux (formation, logement, santé, papiers...) est élaborée, et signée en octobre 2006 par un large éventail d'organisations, à l'exception des cinq centrales syndicales dites représentatives. Ce Collectif essaie aussi de mobiliser en 2008 contre les lois sur la modernisation du marché du travail et sur les droits et devoirs des demandeurs d'emploi, en vain...

En mai 2009, les Etats généraux du Chômage et de la Précarité lancent la proposition de Marches régionales chômeurs-précaires-salariés en lutte mallogés-sans-papiers pour la fin novembre et le début décembre, date de la manifestation annuelle

contre le chômage et la précarité appelée par les quatre organisations de chômeurs. Des collectifs existants ou de nouveaux collectifs prennent en charge l'organisation d'événements dans leur région, dans plus de trente villes, en dépit de l'absence de la CGT, et la frilosité de l'APEIS et du MNCP. Ce faisant, des cultures militantes différentes se mixent, participent à des actions communes: occupations de pôles emploi, lancées par la CIP-IDF, opérations de décontamination contre le virus de la grippe précaire, lancées par l'Appel et la Pioche, réquisitions de richesse dans des supermarchés, lancés par les deux. A la rhétorique de la lutte contre les licenciements portée par le NPA s'agrège la dénonciation du contrôle biopolitique sur les populations précaires, et la revendication d'une ●●●





●●● précarité choisie, avec un revenu décent., revendication de la CIP-IDF.

**Développements récents**

Tandis que les effets de la crise s'accroissent, avec 1 million de chômeurs en fin de droits en 2010, dont une minorité pris en charge par l'assurance-chômage ou la solidarité, les quatre organisations de chômeurs interviennent sur la question des fins de droits. Jusqu'à l'annonce tardive d'une allocation exceptionnelle de six mois à hauteur de 400 euros pour ceux-ci.

Mais voici que plusieurs collectifs de chômeurs et précaires de Bretagne et Pays de Loire, rejoints par des collectifs franciliens, dont la CIP-IDF, lancent un mot d'ordre national de « **grève des chômeurs** » à partir du 3 mai 2010. Il s'agit pour eux de résister collectivement contre le flicage de Pôle emploi et la soumission à l'idéologie de l'« employabilité » à tout prix. Les actions consistent en des occupations de pôles-emploi et de sous-traitants de l'accompagnement, avec tentative de discussion avec les salariés de Pôle-emploi en grève. **Ces jeunes générations précaires revendiquent la reprise de contrôle sur leur vie, et sont à la recherche de modes d'investissement nouveaux, coopératifs, créateurs de solidarités et porteurs de sens. L'enjeu reste d'articuler les actions des différentes composantes du mouvement des chômeurs et des précaires, afin de créer un rapport de forces. Il s'agit aussi de développer la solidarité des salariés, à terme concernés.**

● **EVELYNE PERRIN**



**APPEL À LA GRÈVE DES CHÔMEURS**

**Relayant l'initiative de la coordination régionale de Bretagne, la coordination nationale des collectifs de chômeurs et de précaires, explicite dans cet appel le pourquoi et le comment de ces nouvelles formes de mobilisation et du mouvement. Extraits.**

(...)  
 La coordination apporte son soutien aux actions et initiatives de lutte et d'auto-organisation qui ont eu lieu ces derniers temps dans plusieurs villes :  
 - occupations des Pôle Emploi et des CAF,  
 - annulations de radiations et d'indus de paiement suite à des actions collectives,  
 - permanences d'autodéfense politique contre les institutions,  
 - auto-réductions, mise en place de jardins collectifs et de cantines populaires,  
 - occupations des mairies, dont celle de Brest plusieurs semaines,  
 - manifestations, présence aux côtés des grévistes de Pôle Emploi...

Elle invite à intensifier les luttes à partir de ce mois d'avril 2010 afin que se mette en mouvement, le 3 mai, une véritable contre-offensive des chômeurs et des précaires à l'encontre de la logique de contrôle et d'exploitation (de "profitation" comme la nomment les guadeloupéens en grève générale l'année dernière) qui sous-tend toutes les conditions épuisantes et humiliantes qui leur sont imposées.

Le chaos provoqué par l'explosion du nombre de chômeurs et l'engorgement sur le marché du travail, aggravés par les dernières mesures gouvernementales (fusion ANPE/ASSEDIC, Offre Raisonnable d'Emploi, 3949, RSA accompagné d'une perte des droits connexes) expose au grand jour le véritable visage de la crise : un phénomène généralisé de paupérisation des populations et une stratégie de restriction des conditions d'accès des plus pauvres aux minimums vitaux. Seulement ce visage grimace : il grimace parce que son modèle d'insertion par le travail apparaît des plus cyniques quand tout un chacun peut être amené à faire l'expérience du caractère structurel et massif du chômage et de la précarité. Il grimace parce qu'il doit relever un défi environnemental et ne nous propose que des emplois directement ou indirectement impliqués dans le désastre écologique. Il grimace enfin parce que l'augmentation des suicides, des arrêts de travail et des démissions chez les travailleurs sociaux et autres salariés des machines de contrôle, marque la réticence de ces derniers vis-à-vis de leurs fonctions qui les conduisent à jouer de plus en plus le rôle d'une police du contrôle, à être les instruments des sanctions et des radiations des chômeurs.

Dès lors comment se traduit cette stratégie de mise au pas des populations les plus pauvres ? Par les menaces sur les revenus de survie, par

une précarisation des contrats de travail, mais également par une injonction à donner son temps aux exploitateurs, à travailler à son employabilité en se rendant disponible aux innombrables évaluations, entretiens, ateliers de coaching et autres stages bénévoles censés nous rendre dociles en même temps qu'ils nous empêchent d'user de ce temps pour élaborer des formes politiques – émancipatrices, égalitaires et écologiques – d'organisation du vivre-ensemble. C'est à partir d'un tel point de vue que, depuis quelques mois, l'idée d'une grève des chômeurs et des précaires fait son chemin : une grève en premier lieu en tant qu'il s'agirait de s'organiser collectivement pour arrêter la marche forcée imposée aux chômeurs et aux précaires par les institutions, marche forcée qui renforce l'enfermement de chacun dans sa situation individuelle. Cette grève trouverait alors à s'incarner dans le refus du contrôle, des radiations, des pressions qui s'exercent sur tous ceux qui sont concernés par les réalités du chômage et de la précarité. Une grève qui ouvrirait un espace à la diffusion de pratiques individuelles et collectives d'autodéfense et de soustraction vis-à-vis de toutes ces injonctions à l'employabilité, mais également qui concrétiserait l'affirmation et la réalisation de gestes de réappropriations de ce dont on a besoin pour vivre, de partage de ce que nous produisons et d'intelligence collective propres à penser des formes dissidentes d'organisations de nos activités communes. Soit une grève qui permettrait une liaison entre les luttes et les revendications des usagers de toutes les institutions du chômage et de la précarité (Pôle Emploi, CAF, CDAS, missions locales, services de reclassement...) : travailleurs intérimaires, saisonniers, intermittents, stagiaires, chômeurs occasionnels ou de longue durée, travailleurs en lutte et menacés de licenciement, retraités ou étudiants, sans papiers... Pour que partout se créent des collectifs de chômeurs et de précaires et que le 3 mai résonne comme une étape importante dans la lutte contre l'exploitation de notre temps par le capitalisme.



## TRIBUNE

# LES RETRAITES Revenons à des choses simples !

Les richesses produites par l'activité humaine servent à faire vivre femmes et hommes tout au long de leur vie. (richesses matérielles, alimentaires, sociales, culturelles ... : les «biens de vie»)

Donc ce sont toujours les richesses issues de l'activité humaine (qui ne se résume pas au travail salarié) qui font vivre.

Alors, faire payer les produits financiers pour payer les retraites, oui, sauf que ... s'organiser ainsi, c'est valider une situation de fait où la part la plus importante de l'activité humaine est détournée de son objectif – faire vivre – au profit d'une sphère financière parasite et, par nature, improductive de «biens de vie».

Tant que nos propositions s'inscrivent dans ce système, qui nous est imposé, c'est du «pragmatisme», mais ça nous fait oublier qu'il faut en sortir, de ce système. Au mieux, on demande de revenir avant les réformes Balladur et Cie, c'est-à-dire dans la situation qui nous a menés où nous en sommes.

La question politique fondamentale n'est-elle pas «**qui est-ce qui décide ?**» au final :

les acteurs de l'activité humaine qui produisent les «biens de vie» ?

ou bien les maîtres de la finance, parasite de l'activité humaine utile. ?

Alors deux volets pour l'action :

- **Limiter la nocivité du pouvoir de ceux qui, actuellement, décident ... oui, sans attendre.**

- **Faire passer le pouvoir de décider vers ceux qui produisent les «biens de vie» ... oui, surtout, et également sans attendre.**

Si on reste sur le premier volet, on valide une situation où les décisions sont prises, non par les acteurs des «biens de vie» mais par leurs parasites. Parasites qui, d'ailleurs, savent s'adapter à la conjoncture, pour y garder la main, comme lorsque Sarkozy évoque une éventuelle taxation des revenus financiers ou une contribution des bénéficiaires du bouclier fiscal ? Il n'évoque pas un changement de décideurs !

L'essentiel de notre énergie ne devrait-elle pas être consacrée au deuxième volet : nous émanciper du pouvoir qu'exercent sur nous les parasites de la sphère financière. et reconquérir du pouvoir, le pouvoir sur nos affaires, sur notre vie, nous les acteurs des «biens de vie».

Il ne s'agit pas d'opposer les deux volets, mais de **situer le premier dans le mouvement du second.**

Attention que le débat public, que nous risquons de trop «encadrer», ne nous enferme à l'intérieur du schéma qui nous est imposé : faire payer plus ou moins les riches et les parasites financiers, en oubliant que **la question principale est : qui décide ?** au final. Et, en conséquence, quel chemin, **quel mouvement profond pour changer cet état de fait ?**

Or c'est **sur cette question principale** qu'il faut, **en même temps, engager le débat public.** C'est sur cette question que nous avons besoin de réfléchir avec toutes les couches populaires, les populations de nos quartiers dont les trois quarts ne votent pas aux élections, mais n'en «pensent» pas moins, sont capables aussi de réfléchir et savent ce que c'est que «vivre mal» et ont des idées sur ce que devrait être «vivre bien». Et sans doute ont-ils aussi des idées sur le mouvement qu'il faudrait, et quelques expériences de micro-mouvements de reprise de pouvoir qui passent inaperçus ?

● **YVES LAVERNE**, 12 mai 2010

## CERISIER

# Que faire maintenant ?

Au cœur des urgences, oui, mais comment ? Urgences et luttes sociales, urgence politique et auto-pouvoir ? Ce questionnement sert de fil rouge à l'échange qui rebondit depuis un mois sur la liste de discussion des communistes unitaires avec des contributions de Pierre Zarka, Nanie Bellan, Armand Bacca, Fred Bouviolle, avec les Pistes pour une refondation (1), proposées par Danièle Sanchez et Louis Mazuy qui, partant du champ de l'économie, abordent entre autre la question du pouvoir d'agir citoyen dans tous les secteurs de la société.

Dans le même temps et en résonance avec ces préoccupations, mais avec l'approche spécifique de chacun, les prises de position de membres du PCF dans le cadre d'un «nouveau départ» alimentent la réflexion sur l'implication des communistes, à partir d'un nécessaire retour sur leurs histoires, mais pour mieux étayer l'interrogation prospective et travailler sur du communisme en acte, au quotidien, dont Lucien Sève affirme, dans ses Dix thèses non conformes d'un communiste sans carte qu'une foule d'initiatives en sont l'illustration concrète. On trouvera dans ce texte bien des formulations qui font écho aux réflexions et propositions politiques mises en débat tant dans l'espace de l'ACU, que de la FASE, comme le principe cardinal de «l'appropriation des avoirs, des savoirs et pouvoirs par les travailleurs et les citoyens eux-mêmes», le rejet de la «verticalité» qui ne peut pour autant amener à «s'enfermer dans un basisme» réducteur, mais la construction en complémentarité «d'espaces thématiques d'initiatives» et d'une «formation de transformation sociale» associant «pluralisme et unité».

On pourra s'emparer de ces productions sur [www.communistesunitaires.net](http://www.communistesunitaires.net), rubrique **Communisme/Ce que nous entendons par communisme**, et rebondir, à l'adresse : [contact.communistes.unitaires@gmail.com](mailto:contact.communistes.unitaires@gmail.com) ou [contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com).

● **MICHÈLE KIINTZ**

«Les ouvrages présentés dans le numéro 68 *Autogestion et Désir individuel Conscience collective* sont publiés chez Syllepse»

Cerises est édité par les Communistes unitaires

**contact.cerises@gmail.com**

Noyau: Gilles Alfonsi

Queues de Cerises: Michèle Kiintz,

Roger Martelli, Philippe Stierlin,

Catherine Tricot, Arnaud Viviant.

# Confitures et déconfitures

Le blog du Klakos Kapital Group par Φίλιππος ΣΤΙΕΡΛΙΝΟΣ (Fílippos Stierlínos)

**Le Klakos Kapital Group (KKG) réunit les traders, les managers de la finance et des banques d'affaires actuellement en exil sur une île des Cyclades. Il entretient des relations de coopération avec l'île de Skorpios, propriété de la famille Onassis et tente de tisser des solidarités avec les traders de New-York, de la City à Londres et de Paris.**

Après quelques soucis matériels, nous sommes enfin en mesure de vous donner de nos nouvelles sur ce site Internet depuis l'île de Klakos en mer Egée. Malgré la nationalisation du secteur bancaire par le nouveau gouvernement grec, nous avons réussi à rouvrir une banque d'affaires dans la capitale de l'île, Edenlos. Notre salle des marchés ne dispose pour l'instant que d'un seul écran, fonctionnant avec un groupe électrogène. Notre analyse de risques montrait en effet qu'un syndicaliste de l'énergie, auparavant privatisée, menaçait de couper le courant.

De source autorisée, nous avons appris que le Parlement grec nouvellement élu, s'apprêtait à mettre en œuvre une vaste « réforme du monde du capital » pour répondre à la crise financière du pays. Cette réforme comporte un plan d'austérité et de rigueur à l'égard des capitalistes grecs, sans précédent dans l'histoire hellène. Les nouveaux députés ont justifié cette cure drastique par « le sauvetage d'un pays au bord du gouffre. » Quelques rares élu-e-s de l'opposition, osant briser le consensus politique, ont protesté contre ce plan qui s'attaque aux droits élémentaires des plus forts. Nous avons ainsi pu compter sur le soutien de la députée Aggripína Agápi, tradeuse à la Piraeus Bank, de Nikos Gloubiboulgas, avocat fiscaliste à la banque Emporiki (filiale grecque du Crédit Agricole), et d'Aristote Jr, représentant de la Fédération des armateurs grecs.

Nous vous livrons en primeur les principaux extraits du document confidentiel qui nous est parvenu et que s'apprêterait à voter une majorité écrasante de députés :

- « les grandes entreprises et les grandes banques contribueront, dans leur intérêt même, à l'effort national,
- une contribution de 15 % sera prélevée sur les bénéfices en vue de sauver ces derniers,
- les bonus des traders, des managers de la finance, des banques, des grands groupes cotés à la Bourse d'Athènes alimenteront à 100 % un fonds de diminution de la dette,
- le licenciement des responsables de la crise sera facilité, de même que leur reconversion dans des secteurs d'utilité publique,
- le versement des dividendes aux actionnaires des entreprises sera affecté à la dette jusqu'à ce que celle-ci soit ramenée à de plus justes proportions,
- la taxe sur les transactions financières augmentera de 2 points,
- les exonérations massives dont a bénéficié l'Eglise orthodoxe grecque et les gros patrimoines seront supprimées »

Comme si cela ne suffisait pas, deux directives sont actuellement en discussion au Parlement européen : l'une pour empêcher l'introduction de capitaux privés dans les entreprises publiques (notamment de fonds de pension), l'autre pour lutter contre le dumping fiscal au sein de l'UE 27 (le Luxembourg étant notamment visé). De son côté, le Gouvernement Uni Européen après avoir constaté que les institutions financières européennes étaient très engagées en Grèce, que les banques européennes détenaient 2/3 de la dette publique grecque (environ 300 milliards €) en a tiré toutes les conséquences. Il a enfin décidé de modifier les traités afin de soumettre la Banque Centrale Européenne (BCE) aux Pouvoirs Publics.

Face à cette offensive sans précédent contre le monde du capital, le KKG invite à freiner ce début de révolution économique et sociale.



Un militant anonyme du Klakos Kapital Group, sortant de la banque du Pirée juste avant sa nationalisation.

## Dernière minute :

le gouvernement allemand a assuré au KKG qu'il ne rachèterait pas l'île de Klakos.

## Rencontre internationale :

Une réunion de travail aura bientôt lieu entre le Klakos Kapital Group (KKG) et l'Association Internationale des Traders et Banquiers d'Affaires (AITB) en vue d'améliorer la situation de la diaspora bancaire grecque sur le plan du logement et du travail. Nous attendons la réponse, qui ne saurait maintenant tarder, de l'AITB à notre projet de pré-programme afin de commander le nombre exact de plateaux repas.

## Manifestation :

Le KKG appelle à une manifestation de soutien et de solidarité le dimanche 32 juin 2010, jour de la fête mondiale du capital. RV en bas de l'Acropole, sous le calicot : « *Traders de tous les pays, ressaisissons-nous* ». Le nouveau gouvernement grec, envisageant de saisir les Porsche et les Maserati pour en doter le service public des Postes, il est conseillé de venir en transport en commun.



**«Nouveau départ» (suite).** Le texte de départ collectif de militants du PCF – parmi lesquels Patrick Braouezec, Bernard Calabuig, Bernard Dantal, Jacqueline Fraysse, Pierre Golberg, Patrick Jarry, Sylvie Larue, Olivier Madaule, Roger Martelli, David Proult, Lucien Sève, Nadine Stoll, Sylvie Tricot, Pierre Zarka... – peut être demandé et signé en envoyant un mail à [nouveaudepart@caramail.com](mailto:nouveaudepart@caramail.com) ou en téléphonant au 09 54 66 21 58 en laissant vos coordonnées. Une conférence de presse aura lieu le 10 juin prochain à Paris.

**Marie-George Buffet et la loi d'interdiction de la Burqa.** La secrétaire nationale du PCF a été reçue par le Premier ministre concernant la loi en préparation sur l'interdiction du voile intégral. Elle a notamment déclaré : « *Dès le lancement du débat sur l'identité nationale, nous avons averti le gouvernement des dangers de sa démarche. (...) La tournure qu'ont pris les événements depuis, l'entretien de cette démarche honteuse, montrent que le gouvernement souhaitait l'installation dans la durée de tensions et de divisions au cœur de notre République. Et c'est dans le contexte de ce débat qu'intervient le projet de loi interdisant le port du voile intégral et la récente affaire qui instrumentalise polygamie, islamisme et voile. Si le gouvernement souhaitait vraiment lutter contre l'enfermement des femmes et le recul de leurs droits, alors il ne ferait pas cet amalgame inacceptable. Il ne permettrait pas que la République soit questionnée à partir d'un a priori sur le statut de Français mais engagerait au contraire un débat à partir de l'histoire de la construction de notre Nation et des droits de l'être humain, un débat qui mettrait au premier plan l'ambition de vivre ensemble la France. (...) C'est donc bien une stratégie politicienne des plus dangereuses qui est mise en œuvre depuis maintenant plusieurs mois dans notre pays et qui peut se révéler très lourde de conséquences* ».

**Procès gagné.** Frédéric Dutoit, ancien député et maire d'arrondissement de Marseille, a gagné son procès contre Louis Pierret, ancien combattant de la guerre d'Algérie, qui l'avait

assigné au Tribunal de Grande Instance de Marseille à propos d'un discours qu'il avait prononcé lors de l'inauguration d'un 'Jardin du 19 Mars 1962', où il avait évoqué cette date comme « *fin de la guerre d'Algérie* ». Le tribunal a rejeté la demande ce qui, souligne l'ancien député, indique que « *baptiser un square, une rue, une place publique du "19 mars 1962" date qui mit fin à la guerre d'Algérie, est donc tout à fait légal* ». Frédéric Dutoit s'est réjoui de l'échec de « *l'opération politique qui vise à réécrire l'histoire par certains nostalgique de l'Algérie Française* », soulignant qu'« *une nation qui ne veut pas reconnaître son histoire n'a pas d'avenir* ».

**Résolutions.** Convergences et alternative, courant unitaire du NPA, a tenu une réunion nationale le week-end passé. A l'issue des travaux, trois textes ont été diffusés. La résolution de politique générale, tout en soulignant le caractère partiel de l'élargissement du Front de gauche lors des élections régionales de mars en « *raison souvent des blocages d'appareil* », considère que « *le Front de gauche marque la vie politique* » et qu'il est aujourd'hui « *un cadre incontournable de la recomposition à gauche du PS. Nous sommes favorables à son élargissement aussi bien sur le plan des forces politiques rassemblées que sur son enracinement dans le mouvement social.* » C&A évoque les possibilités de convergences avec les Communistes unitaires, les Alternatifs, la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase), considérant que les positions du PG, de Gauche unitaire et du PCF montrent qu'il existe « *amplement matière à discussions et des convergences (...) pourvu que la volonté y soit* ». Et d'évoquer la co-organisation d'un débat sur les questions de conception de la politique. Par ailleurs, un autre texte évoque la structuration d'un courant interne au NPA, même si C&A accueille aussi bien des adhérents du NPA que d'autres qui l'ont déjà quitté.

**Sans carte mais communiste.** Jean-Louis MONS, qui fut un dirigeant important du PCF en Ile-de-France, ancien président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, a rendu sa carte du parti le 16 avril dernier. Dans une longue lettre adressée à MG Buffet, il lui signifie sa conviction « *que le parti est incapable de se réformer, de se transformer en profondeur* », évoquant tour à tour l'histoire du PCF (et ses retards), les transformations de la société, la nécessité d'un changement de nature de l'action

politique rompant avec « *une lutte idéologique (...) importée de l'extérieur à un peuple jugé incapable de comprendre par lui-même ce qui lui arrive ! Cela appelle un renversement du rôle des partis politiques et du parti révolutionnaire en premier lieu, non pas pour en réduire la portée mais au contraire, pour la renforcer au seul service de l'intervention populaire et de la recherche permanente d'un intérêt général qui jamais ne nie la place primordiale des individus, dans une société qui s'est beaucoup complexifiée* ». Il revient ensuite sur la situation dans le Languedoc Roussillon (où il habite), considérant l'alliance avec le NPA comme « *anti-rassembleuse, anti-unitaire* », avant d'évoquer l'éviction en cours des quatre conseillers régionaux sortants réélus sur la liste Frèche. Et de conclure : « *Je rends ma carte. Je ne rejoins personne. Je serai toujours communiste, mais pas dans le PCF tel qu'il devient* ».

**Initiative unitaire.** Si d'autres initiatives sont en cours de montage ici et là, celle qui se prépare à Aubervilliers réussit à réunir le collectif «Les Fédérés d'Aubervilliers» (membre de la FASE), le Front de Gauche et ses composantes (PCF, PG, GU) et le NPA pour une réunion publique programmée le mardi 25 mai 2010 à 19 heures à l'école Robespierre, rue Adrien-Huzard, en présence de Gérard Filoche, inspecteur du travail, et Yves Clot, psychosociologue du travail, signataires de l'appel ATTAC/Fondation Copernic : « *Sur la question des retraites, au cœur de la mobilisation sociale pour s'opposer au contre-réformes du gouvernement, nous discuterons de ces choix de société, de la place du travail dans la vie de chacun, de la précarité, et des alternatives de gauche pour une autre répartition des richesses* » (contact possible par mail : [federesauber@gmail.com](mailto:federesauber@gmail.com)).



Faites passer les Cerises !  
 Invitez vos collègues, vos amis  
 et toute la famille à recevoir  
 Cerises en écrivant aux griottes.  
[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)